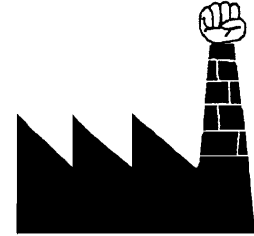


A CONTRE COURANT

syndical et politique

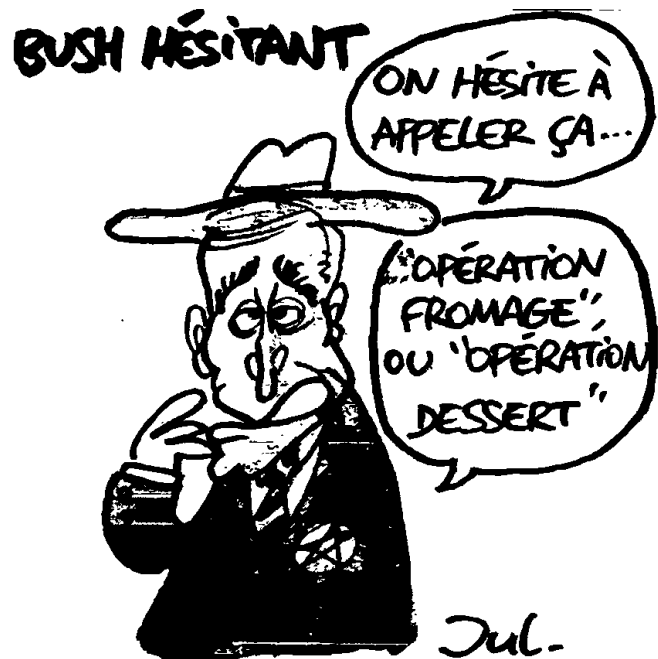
En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



La Guerre, c'est la paix

De la même manière, ou presque, que dans le monde que décrit "1984", le roman de Georges Orwell, la domination de notre époque n'a plus guère d'autre moyen pour justifier son emprise que d'utiliser le chantage à la paix. Et pour nous garantir la paix, elle est entrée en guerre : ici contre l'insaisissable nébuleuse terroriste islamiste; là contre l'Etat, le pouvoir et le dictateur accablés de tous les maux et vices de la planète; là encore, contre tous ceux qui ont l'audace de ne pas courber l'échine devant ses diktats idéologiques.

Le prochain front - si tant est que l'on puisse parler de front - sera l'Irak; sa prochaine cible Saddam Hussein. Il est en effet désormais acquis que le glaive de l'ordre capitaliste mondial saisira le premier prétexte venu pour s'abattre au Moyen-Orient. Il est en effet désormais acquis, qu'une nouvelle fois, dans l'illégalité internationale la plus flagrante, les Etats-Unis s'apprentent à conduire une opération militaire massive contre l'Etat irakien (Il conviendrait d'ailleurs de rectifier cette formulation, la guerre ayant déjà commencé puisque, presque quotidiennement, leurs forces aériennes bombardent territoire et population irakiens). Il est enfin tout aussi acquis qu'aucune des puissances internationales ne s'y opposera : les unes s'y rallieront, les autres la déploreront, les dernières la condamneront - sans qu'aucune de ces 3 attitudes ne prête à la moindre conséquence pratique.



Il sera difficile à la mobilisation massive des forces antibellicistes et anti-impérialistes (qui elle aussi a déjà commencé : plusieurs centaines de milliers de manifestants à Londres, un million à Florence) d'empêcher le déclenchement officiel du conflit. Il est pourtant nécessaire de la poursuivre, l'amplifier et l'organiser au niveau le plus significatif possible. A l'échelle de l'Europe, Bruxelles pourrait constituer un point de rassemblement symbolique pertinent. Cela permettrait en effet de dénoncer et dévoiler l'une des pièces majeures du dispositif militaire occulte de la domination capitaliste : le siège de l'OTAN. C'est uniquement dans la mobilisation collective que pourra se forger l'indispensable conscience sociale capable de saisir la profondeur et le sens de la terrifiante militarisation de notre époque. L'indispensable conscience sociale capable de la combattre et de la vaincre.

Dans "Vies des douze Césars", Suétone rapportait l'échange suivant entre Néron et ses courtisans : "Quelqu'un disant au milieu d'une conversation générale "Qu'après ma mort, la terre disparaisse dans le feu", l'empereur le reprit et dit "Mais non, que ce soit de mon vivant". Et il réalisa pleinement ce souhait". L'urgence nous oblige donc à agir avant que Néron W. Bush ne mette - comme en son temps son prédécesseur l'avait fait de Rome - la planète à feu et à sang pour la soumettre au délire paranoïaque et mégalomane des Etats-Unis d'Amérique.

Chroniques rebelles à l'Italie berlusconienne

L'Italie reste perçue, aujourd'hui encore, comme l'un des pays où l'affrontement des classes sociales est particulièrement vif et d'une certaine manière singulière. De fait, tout au long des années 1960 et 1970, la lutte des classes a pris en Italie des formes particulières, tant au point de vue de la contestation de l'ordre établi : autogestion ouvrière, organisations révolutionnaires, programme radical, grève sauvage..., que de sa répression: constitution d'un gouvernement occulte, terrorisme d'Etat et manipulation des groupes « terroristes » d'extrême-gauche, alliance entre les organisations politiques et syndicales stalinienne et les forces politiques étatiques, retour aux procédures judiciaires de l'Inquisition et à ses pratiques (extorsion des aveux, repentance et utilisation des aveux des repentis) lois d'exception, justice d'exception, police d'exception...

C'est en ce sens que, tout au long des années 1970, on a pu parler de l'Italie comme d'un laboratoire politique. Ainsi, dans sa préface à la 4^{ème} édition italienne de la Société du Spectacle, Guy Debord écrivait : «L'Italie résume les contradictions sociales du monde entier, et tend, à la manière que l'on sait, d'amalgamer dans un seul pays la Sainte Alliance répressive du pouvoir de classe, bourgeoise et bureaucratique totalitaire, qui déjà fonctionne ouvertement sur toute la surface de la terre; dans la solidarité économique et policière de tous les Etat. Etant pour le moment le pays le plus avancé dans le glissement vers la révolution prolétarienne, l'Italie est aussi le laboratoire le plus moderne de la contre-révolution internationale». C'était en janvier 1979.

La violence de la répression, le coup d'Etat fantôme, l'affaiblissement interne du mouvement révolutionnaire ont alors ouvert la voie aux «répugnantes» années 1980 et aux «sordides» années 1990, celle de la défaite du mouvement

social qui devait laisser libre cours à l'exhibitionnisme mercantile des uns et au proxénétisme arriviste des autres. La France avec ses Tapie, Kouchner, BHL et tous les autres... L'Italie avec ses Craxi, Andreotti, le BHL italien Umberto Eco et Berlusconi, une Italie au vernis nickel dont la façade brillante recouvrait le vil métal de l'avidité – qui convoitait les fonds publics - et de la corruption qui touchait toutes les relations civiles: le début de la «grande transformation» conduite de manière bipolaire par la télévision de Berlusconi et par une social-démocratie cynique et bureaucratique, ainsi que l'a observé Toni Negri à son retour volontaire d'exil en 1997. Tant et si bien, qu'une première fois en 1994, puis une seconde fois en 2001, Benito Berlusconi soutenu au Nord par le pré-fasciste Bossi et au Sud par le post-fasciste Fini, gouverne de poigne de fer, brutale, vulgaire, meurtrière et arbitraire !

Le mouvement social italien, néanmoins, a su reprendre du poil de la bête et, au cours de ses derniers mois, a montré à plusieurs reprises sa vigueur et sa détermination: organisation de la manifestation anti G8 à Gênes en juillet 2001, subissant une répression telle qu'elle conduisit à l'assassinat d'un jeune militant (Cf ACC n° 126, août 2001 "A la mémoire de Carlo Giuliani"); organisation, l'hiver dernier, d'une grève générale et d'une manifestation nationale rassemblant 3 millions de personnes contre la «modernisation» du droit du travail; organisation du Forum Social de Florence, durant laquelle près d'un million de personnes sont venues défiler, notamment contre toute guerre en Irak.

Devant la puissance de cette contestation, la pouvoir berlusconien n'a pas tardé à réagir. De la seule manière dont il est capable: la répression. Ainsi, le 24 août dernier, la collaboration entre le gouvernement semi-fasciste de Berlus-

coni et le gouvernement pleinement réactionnaire de Raffarin conduisait à l'ignoble extradition d'un ancien militant de l'extrême gauche italienne, Paolo Persichetti, aujourd'hui emprisonné, car sous le coup d'une condamnation à 22 ans de réclusion. Ainsi, à peine le Forum Social de Florence terminé, la police berlusconienne organisait, dans la plus pure tradition du fascisme italien, une vaste rafle contre quelques uns des plus radicaux militants du mouvement antimondialisation du pays, les membres du réseau Sud Rebelle; recourant pour ce faire à des infractions inscrites dans le code pénal par Mussolini en 1930, comme le «délit d'opinion», «association subversive» et «conspiration contre l'Etat». La mobilisation contre cette répression a déjà commencé puisque le 25 novembre, plus de 100.000 personnes ont manifesté à Costenza en Calabre pour demander leur libération.

Nous publions ici différents textes relatifs à l'actuelle situation politique italienne et aux incidences de cette situation en France: deux appels en faveur de la libération de Paolo Persichetti, un exemple d'arrestations démentes de la police de Berlusconi contre le mouvement social (que cherche-t-elle sinon reprendre une stratégie de tension délibérée ?) et une critique (rédigée par un lecteur d'ACC) du festival du film italien de Villerupt (Meurthe et Moselle) de cet automne qui, rompant avec la tradition de résistance dont il était porteur, a occulté les évolutions policières présentes de la péninsule transalpine.

Sur la page suivante deux appels dénonçant l'extradition de Paolo Persichetti et exigeant sa libération: le premier «L'appel» de Cesare Battisti, (www.vialibre5.com), le second à l'initiative de Claude Mesplède, Didier Daininckx et François Guerif hébergé sur le site Mauvais Genre en Bibliothèque (www.mauvaisgenre.com).

BERLUSCONI EST...



L'appel de Cesare Battisti¹

L'extradition hâtive de France de Paolo Persichetti, et celle qui menace beaucoup d'autres réfugiés italiens, répète un scénario qu'on a déjà vu trop souvent, et récemment encore. Au bout d'un temps suffisamment long, on profite d'un cadre historique et social complètement transformé pour régler de vieux comptes, en comptant sur le fait qu'entre temps, le souvenir du contexte dans lequel les événements se sont produits, se sera évanoui.

En l'occurrence, on espère qu'après dix, quinze, vingt ans, personne ne se souviendra quelles circonstances poussèrent les gouvernements français à concéder un asile à des personnes, jeunes pour le plus grand nombre, recherchées par la justice italiennes. Si Mitterrand et ses successeurs le firent, ce ne fut pas par hostilité envers l'Italie et ses gouvernants.

Mais bien plutôt parce que, dans le but d'éteindre un mouvement de contestation (une contestation quelquefois, mais quelquefois seulement, armée), à laquelle participèrent des centaines de milliers d'individus, le système politique et la magistrature italienne adoptèrent des solutions normatives et judiciaires dites « d'urgence ». Cela veut dire : jugements sommaires, usage étendu de la délation, moyens coercitifs pour arracher des aveux, peines excédant toute espèce de proportionnalité. Ce n'est pas par hasard si un tel appareil répressif (qui conduisit à plus de cent mille inculpations, quand les franges armées comptaient un nombre de militants bien inférieurs) suscita les protestations d'Amnesty International et de nombreux observateurs étrangers. Parmi eux, le gouvernement français. Qui, de toute façon, n'accorda pas automatiquement l'asile à tous, mais confia à sa propre magistrature non « spéciale » le soin de traiter les demandes italiennes d'extradition. La plus grande partie furent repoussées comme résultant d'une « justice militaire ». Dans les rares cas où le gouvernement français prit une décision en premier, ce fut en raison de l'énormité des circonstances.

L'affaire de Paolo Persichetti est justement exemplaire : condamné en appel (après avoir été acquitté en première instance) à vingt-deux ans de prison pour un fumeux « concours moral » dans un assassinat², alors que l'unique repentant qui l'accusait s'était rétracté. Mais on oublie trop facilement le cadre politique dans lequel les délits attribués aux réfugiés en France furent commis. L'Italie des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt n'était en rien un pays normal. Des attentats-massa-

res exécutés par des néo-fascistes s'avèrent ensuite inspirés ou couverts par les services secrets. Une association reconnue comme ayant des buts subversifs, la Loge P2, comprenait dans ses rangs des militaires et des hommes de pouvoir. L'entière classe politique alors au pouvoir devait, une décennie plus tard, avouer sa propre corruption et se dissoudre dans l'ignominie. Devant tant de hontes, tout devrait être rediscuté.

Aujourd'hui, le gouvernement italien accueille en son sein bon nombre de rescapés des véritables forces subversives à l'origine véritable des années de plomb : P2, néofascistes, survivants des partis anéantis par les enquêtes sur la corruption. Il se prétend attaché aux garanties juridiques, mais seulement quand sont en jeu les intérêts matériels de ses membres ou de ses protégés. Il comprend des personnages aux casiers judiciaires guère présentables.

Nous souhaitons que le gouvernement français ne perde pas tout cela de vue quand lui parviennent de l'Italie d'ambiguës demandes d'extradition. Qu'il laisse tomber l'idiotie d'une lutte contre le terrorisme qui engloberait tout et n'importe qui : le gouvernement français sait, comme nous savons tous, que les personnes qu'on veut lui faire extradier n'ont rien à voir avec Ben Laden ou avec les attentats idiots des soi-disant Brigades rouges, réapparues sur la scène italienne dans un moment de forte tension sociale. Qu'il soit capable, lui au moins, de réflexion historique.

En Italie, il est inutile de tenter de la lancer : on continue à confondre questions politiques et code pénal. Surtout aujourd'hui, quand gouvernement des individus qui sont une synthèse des deux.

¹ Né en 1954 dans une banlieue industrielle ouvrière de Rome, fils de militants communistes, il s'engage au début des années 1970 dans la lutte révolutionnaire armée (Prolétaires armés pour le communisme). Arrêté, condamné et emprisonné en 1979, il s'évade en 1981 et s'exile au Mexique puis en France où il réside depuis 1990. Il a publié plusieurs romans policiers à caractère social et politique (Dernières cartouches, Jamais plus sans fusil...).

² Il s'agit de l'assassinat du général Ligio Giorgieri en mars 1987

Appel contre l'extradition des anciens militants italiens

(Appel de Claude Mesplède, Didier Daeninckx et François Guerif)

Depuis 1985, par la voix du président de la République François Mitterrand, la France a accepté que les militants révolutionnaires italiens " ayant rompu avec la machine infernale du terrorisme " ne soient pas extradés et puissent vivre sur son sol. Il était ainsi reconnu, implicitement, que l'affrontement social qui avait eu lieu dans les années 70 et 80, en Italie, était de nature politique.

Ce respect de la parole donnée vient d'être brusquement bafoué par la décision du gouvernement Raffarin d'arrêter le professeur Paolo Persichetti pour le livrer à la police d'un pays où l'extrême droite est associée au pouvoir.

Ce premier reniement, indigne d'un pays où naquit la charte des droits de l'homme, risque d'être le prélude à d'autres extraditions. Parmi les personnes visées, figure notre ami, l'écrivain Cesare Battisti.

Comme pour tous ses camarades, nous exigeons qu'il puisse continuer à vivre et à travailler en France.

Vous pouvez aider concrètement en effectuant un versement à Janie Lacoste ; CCP n° 21.137.76 N 020 ou en envoyant un chèque : Janie Lacoste - 67 rue de la Mare - 75020 Paris Cet argent servira, tout d'abord, au paiement des avocats. Paolo Persichetti a également besoin de ressources, avant tout pour assurer sa vie quotidienne en prison, mais aussi pouvoir écrire, se procurer le matériel qui lui permettra de continuer, comme il le souhaite, sa thèse de doctorat, recevoir la visite de sa compagne qui vit en France et est étudiante, etc. Il ne reçoit plus de salaire, votre solidarité est sa seule source de financement.

NB : Comme l'avenir de Paolo Persichetti se joue désormais sur le long terme, un versement mensuel d'une petite somme est éventuellement préférable à un chèque unique. Merci à tous.

Arrestations

Nous écrivons du Service de sociologie et de sciences politiques à l'université de Calabre. Deux de nos amis et collègues, Antonino Campenni, enseignant en Sociologie et Anna Curcio, doctorante en Sociologie des mouvements politiques, viennent d'y être arrêtés tandis que d'autres parmi nous font l'objet d'enquêtes et de menaces. Au milieu de la nuit, le 15 novembre à deux heures du matin, un groupe de police spéciale, le visage cagoulé, a fait irruption à leur domicile pour les emmener dans des prisons spéciales. Tout d'abord, cependant, ils les ont traînés à leur bureau à l'Université, où ils ont confisqué leurs ordinateurs et tous leurs documents de recherche.

Nos camarades et collègues sont accusés de "subversion", d'avoir "attaqué l'ordre politique et économique de l'état italien", d'être des individus violents et de représenter une menace pour l'ordre social.

Depuis le jour de cette répression brutale, nous organisons assemblées et des manifestations. Nous avons tenu un grand rassemblement avec des organisateurs du Forum social et une assemblée nationale était programmée pour le vendredi 22 novembre.

Nous souhaitons avant tout que nos camarades soient libérés dès que possible. Mais nous sommes également préoccupés par les nombreuses enquêtes en cours et craignons une deuxième vague d'arrestations. Aussi nous avons un urgent besoin de soutien international.

Dans les heures qui viennent nous allons vous envoyer un texte à contre-signer par autant de personnes et d'associations que possible. Entre temps, n'hésitez pas à inventer de nouvelles formes de protestation et de participation.

**Le Service de Sociologie
et de Sciences Politiques**

Université de Calabre

Cubo 21 Via Pietro Bucci

**87036-Arcavacata di
Rende (CS) -Italie**

+39(0)984492514

Goût amer

A propos du XXVème festival du cinéma Italien de Villerupt

Que Villerupt, petite cité de 10 000 habitants, soit devenue le troisième ou quatrième festival consacré au cinéma Italien en Europe peut surprendre. Et pourtant. La proximité linguistique et culturelle n'est sans doute pas étrangère à ce succès. Terre de mines et de sidérurgie, aux confins du pays-haut Lorrain, elle a vu durant un siècle des centaines de milliers d'immigrés, Italiens surtout, venir y travailler et s'y installer. Mais là n'est pas l'essentiel ! Analyser ce phénomène comme l'expression d'une sorte de nostalgie identitaire est au mieux une idiotie romantique, et au pire une imposture idéologique. Ce serait reproduire la bonne conscience de la « domination » culturelle qui, dans le simulacre de la sacralisation de l'œuvre, relègue le spectateur au rôle de consommateur, créant une extériorité d'autant plus radicale que le spectateur vient du peuple, c'est à dire réputé sans culture. Tant qu'ils vont au cinéma...

Le festival de Villerupt présentait une autre figure sociale de la production culturelle. C'était son originalité et, d'une certaine façon, la raison d'être de son succès. Dans le joyeux désordre des salles obscures, bien éloigné du modèle standardisé des multiplex pop-corn et coca compris, il y avait l'élaboration d'une langue commune pour déployer ici et maintenant les termes d'un combat pour la vie ; pour en ressaisir, individuellement et collectivement, la multiplicité des potentiels ; pour brouiller les lignes de l'ordre des aliénations économiques ; pour sortir des réifications esthétiques et morales de la bourgeoisie.

Le cinéma italien, dans ses œuvres majeures, en était à la fois la représentation esthétique, l'écho pratique, la mise en forme symbolique. Une production réflexive fructueuse. Entre les ouvriers du pays-haut lorrain et le cinéma italien, s'était noué, souterrainement, un puissant rapport de connivence intellectuelle. Aux luttes des premiers, répondaient la critique des injustices sociales d'un De Sica, la dénonciation des mœurs de la bourgeoisie (petite, grande, moyenne) d'un Pasolini qui le paya de sa vie, l'onirisme flamboyant et laïc d'un Fellini, l'humour acide contre l'autorité d'un Scola. Contrairement au cinéma français qui, à quelques superbes exceptions près, se complait dans l'introspection métaphysique du comportement des membres de la petite bourgeoisie, le cinéma italien impliquait continûment son écriture dans l'immanence de la vie sociale.

La vie se retire-t-elle du festival de Vil-

lerupt ? On peut le craindre. Ses organisateurs ont cru bon taire le sort réservé aux militants italiens d'extrême gauche qui, exilés sur le sol de notre pays et protégés par la parole de F. Mitterrand, viennent d'être livrés à la police transalpine par le gouvernement de J.P. Raffarin. Ils encourrent plusieurs années de prison pour des « délits » la plupart imaginaires ou commis en des temps où la violence de l'état italien était à son paroxysme¹. En cédant aux dérives réactionnaires actuelles, dont l'ambition ultime réside dans la volonté d'enfermer la « multitude » dans la peur et les craintes pour la priver de parole et mieux l'assujettir aux formes d'une domination mondialisée, en avalisant la forfaiture du gouvernement français, les organisateurs du festival ont brisé ce qui en constituait la singularité: l'expression populaire d'une culture de la résistance. Sans doute va-t-il désormais rejoindre les rives mornes et froides de la rationalisation économique de son objet. Faut-il s'en plaindre ? Peut-être pas. Cette situation traduit l'épuisement historique de l'esprit de combat dans le pays-haut Lorrain après la liquidation des mines de fer et de la sidérurgie et de l'effacement du cinéma italien qui peine à retrouver son souffle émancipateur².

L'alliance du cinéma et des luttes n'est pourtant pas dissoute. Une nouvelle alliance se dessine, empruntant des visages inédits. A « l'homme sans passé » et à « Bowling for Columbine » répondent désormais l'insolence et l'optimisme de Gênes et de Florence.

Continuons le combat !

Fabrice Sacher

¹ Il est maintenant démontré que la plupart des crimes qui ensanglantèrent l'Italie durant la décennie soixante dix le furent par des groupuscules d'extrême droite commandités par les services secrets Italiens, des organisations occultes auxquelles appartenait l'actuel président du conseil S. Berlusconi, et la CIA. Lire sur ce sujet ; « Le monde diplomatique » n°583, octobre 2002, et l'ouvrage de A NEGRI « Du retour » .

² Le dernier grand succès du cinéma italien « l'ultimo bacio », insipide et grotesque, traduit cette tendance.

Certains de nos lecteurs - beaucoup ? - ne verront pas l'intérêt de revenir sur la scission de l'Ecole Emancipée, micro-événement dans le mouvement social. Il ne s'agit pas vraiment de cela dans ce texte. Des scissions, des polémiques, des conflits, il y en a un très grand nombre dans les partis, syndicats, associations, et autres organisations dans le mouvement anticapitaliste, et c'est ce qui pose problème ! Nous considérons que c'est une faiblesse du mouvement anticapitaliste sur laquelle il faut réfléchir. Ce texte vise moins à répondre à Pierre Stambul (l'un des animateurs du courant syndicaliste révolutionnaire de l'ex-EE qui nous a fait parvenir un courrier suite à un article paru dans le dernier numéro d'ACC) qu'à profiter du regrettable (petit) événement pour amorcer l'analyse de tout phénomène scissionniste, de distinguer ses composantes psychologiques, sociologiques de ses aspects politiques, de faire la part entre les raisons réelles et les buts proclamés. L'histoire récente de l'EE est un cas d'école (!) et tous ceux de nos lecteurs qui ont eux-mêmes connus des phénomènes de rupture, d'exclusion, de dissidence, de fractionnisme, bref de scission au sens large, trouveront dans cet article quelques idées (mais non une théorie complète) sur le sujet, qui ne sont pas mises en avant habituellement.

Et ne soyez pas allergiques à l'EE, elle était bien pittoresque, comme l'auteur du texte ci-dessous a aussi essayé de le montrer...

Pavane pour une EE défunte

(Remarques sur un texte de Pierre Stambul)

La réponse circonstanciée de Pierre Stambul à l'intérêt de synthétiser une position et une argumentation politiques, ce qui est moins indigeste que le fatras de mises en cause et de polémiques qui accompagnent la fameuse scission. Aussi nous le remercions de son intervention dont nous publions ici des extraits, accompagnés de nos commentaires.

Nous ne publions pas l'intégralité de son courrier, faute de place d'une part et parce que dans tout écrit il y a des éléments moins essentiels, d'autre part. Il ne s'agit en aucun cas de citations tronquées, mais au contraire de paragraphes entiers. (texte intégral disponible à ACC, pour qui le souhaiterait; la numérotation des paragraphes est due à l'auteur de ces remarques, à savoir Jean-Marie Heinrich).

Extraits du courrier de Pierre Stambul

§ 1 : Contrairement à ce que l'équipe d'ACC semble affirmer, le syndicalisme révolutionnaire est toujours d'actualité. Il a toujours vocation à rassembler, à animer des luttes collectives, à donner du sens au syndicalisme en proposant une alternative. Je crois me souvenir qu'autrefois, ACC était franchement anti-syndicaliste en ne voyant dans les syndicats qu'une espèce de corps social intermédiaire. Le syndicalisme révolutionnaire a toujours prôné, face au syndicalisme de cogestion ou au syndicalisme purement protestataire, un syndicalisme de lutte et d'auto-organisation, une alternative aux directions « réformistes » et à leurs pratiques.

§ 2 : L'analyse de l'équipe d'ACC me paraît bien peu fournie. Vous expliquez que ce divorce est néfaste (Quel divorce ne l'est pas ?), qu'il affaiblit tout le monde et que nous serions tous frappés par le « déchaînement de la pulsion de mort ». En même temps, ACC publie un excellent éditorial sur le Brésil dans lequel on explique qu'il est probable que le « Parti des Travailleurs » de Lula se soumettra au diktat du FMI et finira par imposer les « réformes » voulues par le patronat. Si une fraction de ce parti refuse cette « évolution réaliste » et que le parti éclate, ce ne sera pas une pulsion de mort, ce sera le constat que les orientations et les pratiques des uns et des autres sont devenues inconciliables.

§ 3 Qu'est-il arrivé à l'Ecole Emancipée ?

Au moment de l'éclatement de la FEN, des militants (principalement de la tendance C de la LCR mais pas seulement) ont fait l'analyse suivante : d'une part, politiquement, ils ont pensé qu'avec l'écroulement de l'URSS, ce qui nous avait séparé des « staliniens » n'était plus aussi important et qu'un rapprochement politique avec les ruines du PC et la tendance « Unité et Action » était possible. Que d'autre part, une partie de l'orientation de l'EE pouvait être « modulée » au nom du réalisme. Ils ont par exemple approuvé la création des emplois jeunes et affadi les revendications sur la titularisation des précaires. Ils ont « oublié » la rotation des tâches, le non-cumul des mandats, le mandatement des élus. Enfin, ils ont estimé que la position traditionnelle de l'EE (militariser dans un syndicat « de masse » en y proposant une alternative à la direction) était devenue obsolète et archaïque, qu'il fallait exercer des responsabilités à tous les niveaux, prendre des décharges syndicales en masse et s'intégrer à l'appareil. En fait, ils ont été « avalés » et aujourd'hui, le bilan de cette stratégie est affligeant. Quand la FSU joue avec le feu en publiant un sondage contre le collège unique, la décision de faire un « sondage » plutôt qu'une grève à la rentrée a été prise par une « direction hétérogène » comprenant les permanents de la liste Ecole Emancipée. Tout est fait pour que les militants en désaccord avec cette collusion quittent le syndicat et une partie des militants de Sud-Education vient de la FSU. On nous a dit que cette « stratégie » allait « peser » sur les directions et infléchir le syndicat. En vérité, elle a ac-

centué la dérive corporatiste, la bureaucratie et le syndicalisme de service en affaiblissant et décrédibilisant l'opposition aux directions. Pendant 10 ans, nous avons avalé toutes les couleuvres.

§ 4 La scission

Nous avons prévenu depuis de nombreuses années que l'entrée de l'EE dans l'exécutif du SNES serait un point de rupture. Comment une tendance révolutionnaire peut-elle cautionner ce type de corporatisme ? Il faut quand même savoir que la décision d'entrer coûte que coûte dans cet exécutif a été prise lors d'une **réunion du secteur enseignant de la LCR** la veille d'un collège national de l'EE. L'histoire bégaie : dans les années 1920, alors que tous les militants de l'EE étaient favorables à la Révolution Russe, l'EE avait rompu avec le PC sur la question de l'indépendance syndicale et des 21 conditions de Lénine. Je pensais que cette question des rapports entre partis et mouvement social ou le vieux clivage Ligue/non-Ligue n'étaient pas fondamentaux. C'est hélas faux et ce qui arrive à l'EE pourrait arriver à Ras-l'Front, Attac, SUD-PTT etc....

§ 5 La scission de l'EE ne se ramène pas à une simple confrontation entre libertaires et LCR. C'est beaucoup plus compliqué. Des militants de la Ligue désapprouvent ce qu'a fait le secteur enseignant. Ils se battent dans leur organisation mais pas en public. Et ils nous en veulent quelque part d'avoir commis un crime de lèse-majesté en ne cédant pas face à leur parti. La LCR affirme qu'elle n'a aucune influence sur l'engagement syndical de ses membres. Ce qui ne l'empêche pas d'utiliser ses réseaux pour diaboliser la Revue de l'EE et elle

n'a publié qu'un seul point de vue dans "Rouge", vous devinez lequel.

§ 6 Pour conclure

Les protagonistes de cette affaire ne sont pas des caractériels. La scission repose sur des bases de divergences politiques et de pratiques différentes. L'histoire du mouvement ouvrier ou des associations a déjà connu de semblables évolutions. Si nous avons un tort, c'est celui de ne pas avoir accepté la rupture avec le syndicalisme révolutionnaire. On peut s'amuser et nous affubler du sobriquet « canal historique » mais le virage à 180° que les « nouveaux dirigeants » de la FSU qui se réclament de l'EE ont essayé d'imposer, c'était tirer un trait définitif sur une tendance qui n'a pas traversé le XXème siècle par hasard. L'EE, c'est un outil dont nous avons refusé la liquidation. L'EE continue dans sa diversité politique, avec des engagements syndicaux différents. Nous sommes persuadés qu'elle représente une fraction du milieu alors que ceux qui ont choisi d'être les supplétifs des bureaucraties syndicales n'ont pas d'avenir.

§ 7 Les camarades d'ACC feraient bien de réfléchir à tous les mécanismes qui ont conduit à cette scission. Bien sûr, la création d'un grand mouvement unitaire anticapitaliste serait une excellente chose ... à condition que cette construction n'instrumentalise pas le mouvement social et n'enterre pas sa radicalité.

Pierre Stambul (*)

(*) qui lit ACC avec plaisir et intérêt depuis des années et n'a pas apprécié que la liste qu'il a conduite soit qualifiée de fractionniste.

SI C'ÇA ACC,
JE ME DÉSABONNE !

"Soeur Marie-Thérèse
des Batignolles"

(de Maëster, aux éditions Fluide glacial)



Les remarques de Jean-Marie Heinrich

§ 1 : ACC, le syndicalisme révolutionnaire et la question de l'organisation.

Sur ce point, Pierre Stambul fait preuve d'un sérieux défaut de lecture et on ose espérer qu'il a mieux lu ses camarades/ennemis de l'ex-tendance de sa fédération syndicale avant de les combattre. En effet, nous n'avons jamais affirmé ou sous-entendu que le syndicalisme révolutionnaire n'est plus d'actualité ! Par contre, nous avons toujours pensé et soutenu qu'il n'était pas LA solution unique, définitive et indiscutable à toutes les difficultés du mouvement ouvrier, depuis 30 ans ou 1 siècle et demi. Et ceci pour deux raisons évidentes :

1) Si c'était le cas, ça se serait remarqué depuis longtemps. 2) Il n'y pas de solution miracle !

Le syndicalisme révolutionnaire est certes un "esprit", une tradition de pensée et de lutte, pour laquelle tous les membres d'ACC ont d'ailleurs beaucoup de sympathie (ce que traduisait le petit encart, expressément ajouté par certains d'entre nous). Mais le syndicalisme révolutionnaire est d'abord, politiquement, un choix organisationnel et pratique. De ce point de vue, non affectif, nous constatons simplement qu'il a connu la même part d'échec historique que les autres options, même si c'est pour des raisons propres. Les critères de la victoire et de l'échec historiques, ce sont les acquis - stables - et les déboires dans la lutte des classes, l'établissement d'un rapport de forces, l'avancée vers une forme nouvelle - non capitaliste - d'organisation sociale.

Aussi la question de l'organisation doit-elle continuer à faire débat. Certes, il faut agir - au quotidien -, mais on doit aussi réfléchir - surtout de nos jours ! - et non pas se contenter de répéter, autre manifestation de cette "fichue pulsion de mort" qui déplaît tant au camarade Stambul ! Or la scission de l'EE est répétitive, non pas de sa propre histoire qui avait au contraire sa propre originalité, que nous avons soulignée dans notre texte; elle est répétitive de l'histoire de l'extrême gauche, dans laquelle les "scissions" sont aussi nombreuses que les "divorces chez les petits-bourgeois" (pièce injustement ignorée du camarade Brecht !). Sur la questions de l'organisation, il me semble que la position dominante dans ACC est la suivante :

1) En période de "crise révolutionnaire" - ou même d'intensification du mouvement social, de généralisation des luttes -, nous comptons surtout,

encore et toujours, sur le "tout pouvoir aux conseils !", c'est à dire sur l'auto-organisation des travailleurs, du "prolétariat moderne". Les contours de celui-ci sont bien sûrs à redéfinir, par rapport à la classe ouvrière traditionnelle; mais la capacité à l'auto-organisation fait justement partie de cette définition même. Cela implique de facto l'auto-destruction dans ces circonstances de toutes les organisations "révolutionnaires", politico-syndicales et autres, préexistantes; et la lutte lucide et active contre toutes les manipulations, manœuvres et entrismes - d'où qu'ils viennent - qui ne manquent jamais de se produire et qui ont pour objectif inévitable la tentative de mainmise sur la "direction" (au deux sens du mot) du mouvement.

2) En périodes habituelles (et elles sont longues, hélas !), nous faisons, comme bien d'autres, "de nécessité vertu" en prônant la mise en réseau des diverses oppositions (sérieuses) au "devenir-monde du capital" et au "devenir capital du monde" (Bihr), quelles que soient leur taille, leur forme d'organisation, leurs nuances idéologiques (marxistes, libertaires, écologistes, distributives, tiers-mondistes, utopistes, etc... à l'exclusion des idéologies totalitaires), leur champ d'intervention (local, national, mondial). La mise en réseau désigne les échanges d'information, les débats, les collaborations ponctuelles et les convergences occasionnelles, les pluri-appartenances, bref, ce que tout le petit monde militant connaît de nos jours; elle permet de concilier la part d'inconciliable existant entre ces groupes, mouvements, mouvances, sans éviter les conflits. Par contre, elle fait d'une scission comme celle d'EE (et surtout avec le ridicule recours à la justice !) un phénomène singulièrement daté, sur le terrain même où pourtant l'EE avait innové dans la "cohabitation" libertaire/léniniste". Nous ne pouvons qu'en être navré et, politiquement, critique !

C'est cela que visait la fin de notre texte et non une vague confiance en un sempiternel appel à un grand mouvement unitaire anticapitaliste comme l' imagine Pierre Stambul. Toutefois, cher camarade, je voudrais te rappeler que la taille d'un mouvement (ou comme dirait l'ami Négri, dans un vocabulaire nouveau qui ne manque pas de charme : "la multitude des subjectivités engagées dans la lutte") est un facteur-clef du rapport de forces. Ceci est une position matérialiste. C'est en ce sens que nous (ACC), ne sommes jamais considérés que comme un maillon d'une chaîne que nous souhai-

tons la plus longue possible – et toute autre position nous semblerait illusoire.

A une telle conception matérialiste, la logique scissionniste a toujours opposé la pureté des "subjectivités engagées" et la rectitude des buts proclamés (N.B. : d'où l'importance dans cette optique des fameuses motions "pures et dures", même et surtout quand elles n'ont pas le moindre effet pratique !! Ce dont nous - ACC - nous foutons totalement, depuis longtemps ! La "lutte" à coups de motions !). Et si cette logique - ne t'en déplaise, oui, Stambul ! - est surtout caractéristique de la progéniture de Lénine et de Trotsky; les anars de tout poil, libertaires et marxistes-libertaires, etc..., depuis Bakounine ont largement parcouru les mêmes ornières. Or, la logique inconsciente de cette attitude - parfaitement destructrice - s'exprime de la manière suivante (l'inconscient est simpliste) : radicalité = petit nombre, et nous + les autres = corruption, dérive, affadissement avec, en bout, la fameuse "trahison" qui ne manque jamais à l'appel ! "Gardons les mains pures... coupons... etc. !". cette logique est inconsciente, c'est à dire refoulée, inacceptable, déniée par ceux-là même qui l'effectuent, car les buts proclamés sont toujours à l'opposé : s'accroître, s'unir, se renforcer, se rassembler, devenir majoritaires, etc... A cette logique inconsciente - qui regarde chacun - s'ajoute souvent une explication matérialiste "le pouvoir ne se partage pas !" La "prise de pouvoir" aussi fantasmagique soit-elle, est (presque) toujours à l'horizon des "avant-gardes" ! Conséquence pratique (entre autres...): les procès, de Moscou et d'ailleurs ! (= "il faut trancher... dans le lard ! séparer le bon grain de l'ivraie", etc.).

§ 2 : Les contradictions d'ACC...

A partir des analyses précédentes, la contradiction que croit pouvoir relever Pierre Stambul dans nos positions se lève aisément. Celui-là considère en effet que nos "excellentes" analyses brésiliennes pourraient nous amener à terme à souhaiter ou à approuver une scission purificatrice au sein du Parti des Travailleurs de Lula; dès lors, pourquoi ne pas approuver celle de l'EE ?? Tentons une "analyse un peu plus fournie", non pas sur le cas du PT que je ne connais pas assez bien, mais sur celui de notre PS national... Nous avons effectivement pensé, après la dernière Présidentielle, que l'éclatement du mythe-Jospin (c'est à dire la mise en évidence des responsabilités des choix politiques de cette équipe dans sa défaite) après l'inventaire-Mitterrand, rendrait intéressant un (éventuel) éclatement du PS. Mais Pierre doit saisir la différence entre une "organisation de masse" (toute proportion gardée, bien sûr) avec une audience électorale nationale et un (relativement) petit groupe de copains et de militants dans

une fédération syndicale spécifique. L'intérêt de l'éclatement du PS, ce serait la fin de l'amalgame qui a bien fonctionné sur plusieurs législatures entre les vieilles revendications du mouvement ouvrier (insatisfaites pour l'essentiel, bien sûr), la prise en compte des "nouveaux" problèmes écologiques (simplement récupérés) et la promotion de la nébuleuse idéologique néo-petite-bourgeoise ("ingérence-humanitaire", "individualisme-radical", "associations-nous", "émancipons-nous", "le-sexe-propre", "les-enfants-d'abord", et autres gadgets médiatiques...). On pourrait alors miser sur un accroissement quantitatif d'un pôle plus "radical" ou du moins "revendicatif" à l'extérieur d'un tel parti; mais il faudrait d'avance prendre en compte le fait que les "honnêtes" militants ex-PS (ou ex-PC, ex-PT, etc...) viendraient évidemment avec toutes les illusions qui les avaient auparavant fait adhérer et rester dans un tel parti. C'est pourquoi participer à un tel regroupement hypothétique impliquerait d'être capable de jouer le jeu de la multiplicité et de la différence, et non de se poser en donneurs de leçons immémoriales. La forme-réseau pourrait y aider.

On ne peut rien retrouver de tel dans la petite scission de l'EE. Votre "radicalité" retrouvée (après "dix ans de couleurs") ne fera pas revenir les camarades perdus au fil des ans. Et si même quelques uns feront ce chemin, assurés enfin de ne plus avoir à se coltiner les ex-camarades-têtes-à-claques-de-la-LCR-and-Co, cela ne compensera en rien les pertes occasionnées par le monumental cafouillage de l'année 2002 (et précédentes); j'ose en prendre le pari, sur le moyen terme (5 ans,)!! Je parie également que l'activisme de l'après-scission, par quoi on se prouve un temps qu'on existe et qu'on est les meilleurs, ne tiendra pas longtemps non plus. C'est la loi du genre... Ou encore : "Cassandra, quand tu nous tiens...!"

D'autre part, l'EE n'était pas une organisation politique représentant divers intérêts de classe ou de fractions de classe et leur alliance provisoire (dont la recomposition pourrait être bénéfique, comme dans le scénario-fiction de l'éclatement du PS; et donc une carte à jouer). Au contraire, elle était très marquée par son homogénéité sociologique (d'où ses prétentions universalistes) et de ce point de vue (et quels qu'aient été ses effectifs - honorables - et ses discours - à peu près cohérents -), elle est toujours restée un petit groupe identitaire et presque-endogame... Ah, la semaine... Tant d'étés ! Que sont les réconciliations à l'horizontale entre la fougue libertaire et la vigueur léniniste devenues ? Ces coucheries estivales étaient pourtant la sagesse politique même, malgré un certain nombre de ménages torpillés ! C'est pour cela que la scission ne fera pas avancer les libertaires d'un pouce, qui continue-

ront à ne représenter qu'eux-mêmes. Et contrairement à ce qui se passe dans la "vie privée" de ces mêmes enseignants, un bon divorce – même avec pertes et fracas et juge de paix "bourgeois" pour conclure - risque fort ici de ne pas se traduire par un renouvellement de partenaire, mais par de longues veillées solitaires, au coin du feu, car les bons partis syndicaux sont rares (N.B. Un "parti" (1538) : "personne à marier, considérée du point de vue de sa situation sociale". Le Robert, bien sûr).

§ 4 et 5 : ACC et les autres

Nous n'avons guère parlé des Mauvais jusqu'à présent, de "ceux par qui le Mal est arrivé". Il est bien connu - de nos lecteurs du moins, nous l'espérons ! - qu'ACC n'a pas l'esprit de parti, ni la grille d'analyse léniniste, ni la fibre trotskyste... Ces dernières années, il a pu arriver à l'un ou l'autre de nous d'être enclin à un peu plus d'indulgence à l'égard du "patchwork" néo-trotskyste (centré sur le thème : "du passé, faisons table rase ! Il faut enfin se rassembler, oublier nos divergences, minoritaires que nous sommes!"). Mais même un tel moment de faiblesse était dû à l'usure des années ou, le plus souvent, au simple réalisme (du genre : "ils existent. Il faut faire avec, même si on s'en passerait bien !". Ce qui vous attend d'ailleurs si vous restez à la FSU...). C'était cohérent avec l'idée de réseau, mais les copains concernés pourraient le dire : dans la pratique, c'était rarement convaincant... Sur le fond, aucun d'entre nous ne croit à la forme parti (au sens contemporain d'une faction ou d'une... ligue. Toujours le Robert, même article), ni a fortiori ne se propose d'adhérer à une officine identitaire quelconque; car nous voyons tous dans ce type de regroupement des spécialistes de la prise



de pouvoir politique, par voie électorale ou autre, alors que nous avons comme objectif ultime l'auto-organisation sociale. Le parti mérite bien son nom : c'est une fraction qui veut s'imposer au tout, et nous savons que c'est vrai aussi dans le mouvement social ! Reste que dans les petites formations politiques (et la LCR en est une, nain parmi les lilliputiens – malgré tous les "facteurs" sympathiques), cette volonté de prise de pouvoir relève le plus souvent du pur fantasme militant; à preuve, la trajectoire de ceux des ex-militants qui ont pris leur fantasme au sérieux, ou leur désir pour une réalité: ils sont aujourd'hui conseiller ou sénateur PS ! pour les autres, seule reste l'attente inavouable du "Grand Soir" – où ils pourraient en effet révéler leur capacité de parasitage ou de nuisance: mais si tant est que nous revivons un jour une telle conjoncture, ce sera alors à tous ceux qui n'ont réellement pas le désir et la perspective de la captation d'un pouvoir politique séparé de jouer. Hic Rhodus, hic salta ! Entre les deux, restent les objectifs de pouvoir qui ne sont ni imaginaires, ni réels, simplement symboliques. Le "pouvoir" dans EE en faisait partie. Vous avez su jouer "l'équilibre des puissances" durant des décennies dans l'EE, vous et vos aînés; ne plus y arriver était alors "manque de faiblesse". L'EE n'était pas un "outil", mais une association et une organisation de subjectivités au lieu d'une organisation syndicale plus classique; comme telle, elle avait son intérêt, et aujourd'hui, dans un autre registre, la FSU aussi. Sinon, pourquoi seulement y cotiser ? Mais le milieu enseignant n'est pas encore le "vaste monde", camarades, pas plus que chaque lycée, collège ou école comme il faut trop souvent le rappeler aux "chers collègues". Serait-ce "l'esprit provincial de EE", que je vous reprochais il y a un quart de siècle déjà, qui vous a fait finir sur des "querelles de clocher" ?

Le 26/11/02 J.M. Heinrich

P.S. Au § 3, Pierre Stambul situe la crise de l'EE dans un contexte plus large, via l'analyse de la LCR et l'historique de la FEN --> FSU. Cependant, présenter celle-ci comme en dérive continue vers plus de corporatisme, de bureaucratie et de compromis avec les pouvoirs publics relève de l'incantation ! A force de dériver, depuis le temps, elle aurait pu découvrir l'Amérique ou même l'Eldorado ! En fait, la fédération des syndicats de l'EN a toujours été un "syndicat réformiste" classique avec ses qualités et ses tares évidentes; parmi ses qualités, celle de fournir un petit nid douillet au "mini-syndicat révolutionnaire" EE. Par contre, le rapport entre la crise de l'EE et celle de l'institution scolaire semble vous échapper, camarades. Dommage ! Dans mon texte sur la querelle des programmes de philosophie ("*Devoir de vacances*", dans *A Contre Courant* n° 136, juillet 2002), j'ai suggéré que l'attitude absurde du corps des profs de philo pourrait être un "déplacement" du problème réel : la quasi-impossibilité d'enseigner maintenant cette matière. Faut-il se poser la même question pour les "enseignants révolutionnaires" de tout poil ?

Dans le cadre de l'échange de nos éditos respectifs, nous publions celui paru dans le n° 113 (décembre 2002) de la revue "**Alternative Libertaire**" (Site : www.alternativelibertaire.org abonnement : 23 euros pour 11 numéros. Chèque à l'ordre d'"Alternative Libertaire" BP 177 75967 PARIS cedex 20). Le mensuel "**Alternative Libertaire**" est aussi disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

Traités comme des chiens

Hier parqués à Sangatte, aujourd'hui traqués et pourchassés dans les rues de Calais par les CRS, les réfugiés politiques kurdes, irakiens et afghans qui cherchent à gagner l'Angleterre sont obligés de se cacher dans les campagnes et les bois environnants. Des chiens errants seraient mieux traités. Les images télévisées des opérations de police visant à les chasser de Calais sont d'une violence inouïe. Sans papiers, sans refuge et sans droit à la parole, ils subissent la violence d'un discours politique et médiatique qui en fait des parias.

Leur crime n'est pas seulement de vouloir se rendre en Angleterre, il est également de refuser "l'hospitalité française" qui consiste à intégrer docilement un foyer de la Croix-Rouge et à faire une demande de carte de réfugié politique. Une carte qui ne sera de toute façon délivrée qu'à une minorité d'entre eux. Et puis accepter cette "hospitalité française", c'est en subir aussi toutes les contraintes, à commencer par l'interdiction de travailler légalement et donc travailler au noir dans la restauration, le bâtiment ou la confection pour être sous-payé, quand on l'est, et être privé de toute couverture sociale.

Car on feint de l'ignorer trop souvent, ces réfugiés sont d'abord des travailleurs qui aspirent à des conditions de travail et de vie décentes. Les quelques militants et militantes du Calais mobilisé(e)s pour leur venir en aide ne pèsent pas très lourd face à l'indifférence générale et à l'attitude du maire PCF agissant comme un véritable supplétif de Sarkozy et sûr du silence embarrassé si ce n'est complice de la direction nationale de son parti. Il paraît que le PCF poursuit actuellement son examen de conscience pour comprendre les raisons de sa curée du 21 avril dernier à l'élection présidentielle, à moins qu'il ne soit en train de continuer à creuser sa tombe en s'enfonçant toujours plus dans le mensonge. Militant(e)s communistes, vous proclamez-vous encore internationalistes alors que votre parti se tait et que certains de vos dirigeants accompagnent voire appliquent même à la lettre la politique de Sarkozy ? Et où sont donc passés les intellectuel(le)s et les artistes pétitionnaires des lois Debré ? La chasse à l'homme dans les rues de Calais serait-elle donc plus banale et moins choquante que les coups de hache donnés dans la porte de l'église de Saint-Bernard ?

À moins que le courage ne cède à l'intimidation face aux attaques dignes du maccartysme d'un ministre de l'Intérieur pourfendant le "droit-de-l'hommisme", expression puisée directement dans le langage de l'extrême droite... On est sûr d'une chose, c'est qu'en l'absence d'un véritable travail d'intervention sociale et antiraciste dans les quartiers populaires à Calais comme ailleurs, le Front national n'a même pas besoin de faire de grands efforts, c'est toujours un boulevard qui se dessine devant lui. Si les mouvements sociaux, l'extrême gauche et les libertaires constituent des forces plus importantes qu'il y a quelques années, ils n'ont pas à ce jour comblé le vide laissé par l'effondrement du PCF dans les quartiers populaires.

Le fait de dénoncer les politiques sécuritaires et d'incarner une stratégie anticapitaliste en rupture avec celle de la «gauche plurielle» pour nécessaire qu'il soit ne peut être tenu pour suffisant. La violence du capitalisme, loin de susciter une rébellion de larges couches de la société entraîne au mieux des réflexes de défense catégorielle et au pire le repli sur soi, mais aussi une peur diffuse et souvent confuse qui rend l'autre, l'étranger, le jeune, le fonctionnaire... responsable de son malheur.

Bien sûr nous pensons qu'il faut construire un mouvement d'ensemble de tous les opprimé(e)s et que se battre pour une grève générale de transformation sociale est devenu aujourd'hui une tâche incontournable. Mais ce travail doit aussi s'articuler avec un militantisme de quartier dont l'école peut constituer le pivot. Pourquoi donc l'école ? Parce qu'à la différence de certains quartiers ghettos et malgré une volonté de la soumettre au marché, elle reste dans une large mesure un lieu de mixité sociale pour les enfants, mais aussi pour les parents. Les associations de parents d'élèves ont et vont avoir à y jouer un rôle de plus en plus important pour faire le lien entre l'ensemble des parents et l'école, pour éviter que celle-ci ne se transforme en un simple rouage d'une politique marchande, sécuritaire et militariste. Mais aussi parce qu'une école où parents et enseignant(e)s s'efforcent de promouvoir la solidarité, la convivialité, le mélange des cultures et le refus des exclusions peut avoir valeur d'exemple pour le quartier.

Alternative libertaire, le 18 novembre 2002

Les leçons de France Télécom

Plus de 70 milliards d'euros de dette, 12 milliards de pertes simplement pour le premier semestre, de tels chiffres laissent pantois. Comment France Télécom, entreprise il y a peu prospère, en est arrivée là ? Ce résultat est le produit de deux échecs et d'une démission.

Deux échecs

Le premier échec est celui de la régulation par le marché dans les économies de réseau (télécommunications, énergie, rail). Après l'effondrement du rail britannique qui a amené le gouvernement de Tony Blair à renationaliser, de fait, la société Railtrack, après les pénuries régulières d'électricité aux Etats-Unis et les graves problèmes rencontrés par British Energy, c'est au tour des télécommunications d'être sinistrés. Car France Télécom n'est pas le seul opérateur dans cette situation. Tous, grands ou petits, sont touchés. Au moins autant que France Télécom, le cas de la société américaine World Com est particulièrement emblématique. Sa croissance exponentielle avait été financée uniquement par des échanges d'actions en Bourse et elle avait été saluée comme le type même l'entreprise moderne. Sa chute, due à l'impossibilité de rentabiliser le réseau de milliers de kilomètres de fibre optique qu'elle avait construits, montre que la duplication des réseaux est un non-sens économique et représente un véritable gâchis. C'est d'ailleurs cette constatation qui avait amené la notion de monopole à s'imposer historiquement. Effectuée dans une ambiance euphorique dans laquelle les nouvelles technologies étaient présentées comme un eldorado à conquérir, la libéralisation des télécommunications a provoqué un surinvestissement généralisé débouchant logiquement sur une bulle spéculative qui, en éclatant, a entraîné la déconfiture des opérateurs les plus liés aux marchés financiers, en premier lieu France Télécom.

Le second échec est celui de la stratégie qui visait à transformer une entreprise de service public en une firme multinationale. Basée sur l'illusion d'une montée continue des cours de la bourse, cette stratégie a abouti non seulement à acheter trop cher au plus mauvais moment, au plus haut de la bulle spéculative - cas d'Orange -, mais a amené à parier sur la possibilité qu'il puisse exister six réseaux mobiles de troisième génération en Allemagne, faisant l'acquisition ainsi à prix d'or une licence UMTS et investissant à fonds perdus dans MOBIL COM. Plus généra-

lement, Michel Bon a cru qu'il était possible que France Télécom devienne rapidement un opérateur alternatif dans de nombreux pays européens, négligeant et traitant par le mépris les mises en garde sur le caractère aléatoire d'une telle stratégie. Il est nécessaire au passage de faire justice de l'affirmation selon laquelle le problème viendrait du fait que France Télécom n'ait pu procéder lors de l'achat d'Orange à un paiement par échange d'actions. Affirmation doublement fautive car Vodafone avait exigé un paiement pour l'essentiel en cash, et que le complément avait été payé en actions France Télécom avec un prix de rachat garanti à 100 euros, soit dix fois le cours actuel.

Une démission

La démission est celle de l'Etat. Il est d'ailleurs piquant de voir certains économistes libéraux enfourcher ce cheval, lui reprochant de ne pas avoir joué son rôle d'actionnaire. Quels n'auraient pas été leurs cris d'orfraies si, au plus fort de l'euphorie boursière, l'Etat eut, par exemple, empêché France Télécom d'acquiescer Orange. Contrairement à leurs affirmations, l'Etat s'est d'ailleurs comporté comme n'importe quel actionnaire dans n'importe quelle entreprise : il a laissé faire croyant que tout cela allait durer et ne s'est réveillé qu'une fois la catastrophe produite. La faillite de l'Etat est ailleurs, elle est celle de l'Etat régulateur porteur de l'intérêt général et d'une vision de long terme. L'Etat - il serait d'ailleurs plus juste de parler du gouvernement Jospin -, a renoncé volontairement à assumer ce rôle et a participé à "l'exubérance irrationnelle des marchés". Il s'est comporté en véritable prédateur financier en vendant à des prix exorbitants les licences UMTS pour ensuite, s'étant aperçu de sa bêtise, brader ce qui est un bien public rare, les fréquences, sans exiger des opérateurs le moindre engagement en matière de service public. L'enseignement à tirer de ce fiasco est qu'il faut en finir avec les chimères de la libéralisation des services publics. Nous ne sommes plus dans un débat théorique. L'expérience de plus de dix ans de libéralisation a montré que la recette qui mélange ouverture à la concurrence et privatisation a abouti à des plats amers : baisse de la qualité du service rendu, "rééquilibrage tarifaire" au détriment de la grande masse des usagers, suppression massive d'emplois. Il faut donc saisir l'occasion de la sortie prochaine du Livre vert de la commission sur les "services d'intérêt économique général", qui doit précéder une directive sur le sujet, pour que

soient prises en compte les spécificités des services publics qui ne peuvent être soumis aux règles du marché unique. Il s'agit d'imposer le passage d'une logique de concurrence à une logique de coopération pour mettre en place de véritables services publics au niveau européen.

Rompre avec les marchés financiers

Dans ce cadre, il est de la responsabilité de l'Etat d'empêcher la transformation des entreprises de service public en multinationale et de renoncer à des privatisations, même appelées hypocritement "ouverture du capital", qui les soumettent aux marchés financiers. Cette orientation est particulièrement urgente dans le cas d'EDF dont le comportement prédateur à l'étranger a mis les comptes dans le rouge et dont le président a eu le cynisme d'exiger que les usagers paient, avec des hausses de tarifs, le prix d'une stratégie suicidaire, qui plus est dans un secteur comme l'électricité dont la croissance est beaucoup plus faible que celle des télécommunications. Si aucune solution miracle ne fera disparaître les 70 milliards d'euros de dette de France Télécom, le redressement de l'entreprise passe par une rupture tant avec les marchés financiers qu'avec la stratégie actuelle de transformation en multinationale. La renationalisation de l'entreprise, qui par ailleurs serait moins coûteuse pour le budget de l'Etat qu'une recapitalisation, en est la première condition. La seconde tient à la définition par l'Etat de nouvelles missions de service public intégrant les récents développements technologiques avec comme objectif de réduire la fracture numérique. C'est dire qu'il s'agit là d'une rupture politique avec le passé récent et plus même d'une révolution culturelle. Le gouvernement actuel en sera-t-il capable ? La réponse à cette question tient, au moins en partie, dans la capacité des salariés et des usagers des services publics à se mobiliser pour l'imposer.

Pierre Khalfa et René Ollier

[Texte paru il y a quelques mois déjà et repris dans le n° 156 de la lettre électronique "Respublica" (Courriel: respublica@gau-cherepublicaine.org Site: <http://www.gau-cherepublicaine.org>). Depuis, démobilisation et propagande aidant, de nouvelles régressions libérales ont été imposées. Le contribuable paiera et l'actionnaire empochera.

Quant au service public]

C'est sur le site "**Face au marché, le service public**" (<http://www.pourleservicepublic.net>) que nous avons trouvé ce texte qui donne un exemple supplémentaire de l'insolent déploiement du Capital et des dégâts qu'il occasionne. Pour faire encore plus de profit, il faut moins de réglementation et moins de fonctionnaires "tatillons" qui l'appliquent : on verra ci-dessous, qu'en application de ce beau principe libéral, les gouvernements qui se succèdent n'hésitent pas, sous la pression de lobbies, à mettre gravement en cause la sécurité de tous les consommateurs. Lesquels, si on en croit les sondages, sont majoritairement préoccupés par la définition sarkozienne de l'insécurité. Rageant, non ?

Appel pour une véritable sécurité économique des consommateurs et contre le désengagement de l'Etat

En France, jusqu'à présent, une administration, la direction de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), participe par ses contrôles au besoin social de protection des intérêts des consommateurs. Elle intervient dans des domaines fondamentaux: sécurité et qualité des produits alimentaires et industriels, loyauté des pratiques commerciales telles que le crédit, la publicité mensongère. Cette administration est dotée d'implantations départementales et de laboratoires. A cette mission centrale s'ajoute une compétence nationale en matière de détection des pratiques anticoncurrentielles, de surveillance des fusions d'entreprises et des marchés publics.

Aujourd'hui cette administration n'a plus les moyens d'assurer ses missions de contrôle.

En effet, depuis plus de 10 ans les gouvernements successifs n'ont procédé à aucun renouvellement sérieux du potentiel humain et matériel de ce service public, alors même que ses champs d'intervention s'élargissaient. En 2002, la non compensation en terme d'effectifs de la réduction du temps de travail amputait les effectifs de la DGCCRF de l'équivalent de 200 agents. De 1990 à 2002, les effectifs de contrôle, (enquêteurs, personnels de laboratoire) hors encadrement et personnels administratifs, passaient de 2850 à 2650.

Aujourd'hui le gouvernement est sur le point de porter un coup de grâce à ce service, en avalisant la suppression de plusieurs implantations dans des zones à forte activité économique (Arles, Saint-Nazaire, Roanne, Saint-Quentin), en réduisant très sensiblement les effectifs dans plus de cinquante départements, en programmant la suppression de son plus gros laboratoire (Massy en Ile de France). Ces mesures d'austérité s'inscrivent dans la préparation du budget 2003 qui prévoit officiellement la suppression de 30 emplois. Elles sont accompagnées d'un gel immédiat des crédits de fonctionnement, mettant en cause le maintien de l'activité au quatrième trimestre 2002.

Cette situation est préoccupante à plusieurs titres.

Si elle n'est pas modifiée, ce sont les consommateurs et plus particulièrement les consommateurs les plus modestes, qui verront leurs garanties réduites. La diminution des contrôles aura fatalement une conséquence en matière de gestion publique des risques inhérents à la production de masse, qu'il s'agisse de produits alimentaires ou industriels. La multiplication des agences d'évaluation de ces risques doit aller de pair avec des moyens d'intervention développés pour la gestion de ces mêmes risques. Or c'est l'inverse qui se prépare.

D'ores et déjà, les départements et les laboratoires connaissent de sérieuses difficultés telles que l'absence de certains matériaux pour les analyses micro-biologiques des produits alimentaires, la restriction des prélèvements et des analyses faute de moyens. En matière de protection des intérêts économiques des consommateurs, des pans entiers de réglementation sont peu ou pas contrôlés : les offres de crédit, le démarchage à domicile, les ventes imposées par exemple.

C'est également l'ordre public économique qui sera affecté par une baisse des contrôles. Il n'y aura plus en France de réelles prérogatives publiques dans l'application du droit de la concurrence et dans la surveillance des marchés publics. Seuls seize dossiers de pratiques anticoncurrentielles ont été transmis au conseil de la concurrence en 2001 alors qu'il y en avait 50 dans les années 1990. Avec les nouvelles restrictions budgétaires envisagées, il serait donc illusoire de prétendre que l'Etat, démissionnaire, puisse intervenir dans une quelconque «régulation» du marché. La réelle insuffisance du suivi des marchés publics persistera faute d'effectifs.

Alors même que les français sont de plus en plus attentifs à une consommation qui ne laisse pas les intérêts privés dicter leurs lois et produire des catastrophes, alors même que l'intervention de l'Etat devrait être plus forte pour éviter les faillites retentissantes dues à des restructurations effrénées d'entreprises, le gouvernement actuel s'apprête à se désengager en limitant drastiquement son pouvoir de surveillance et de contrôle. Il est clair que ce désengagement est le résultat d'un lobbying tenace

qui au fil des années n'a cessé de réclamer, au nom de la libre entreprise et de l'auto-régulation, la diminution du périmètre de l'intervention publique.

Aujourd'hui le point de non retour est atteint : la diminution des moyens de la DGCCRF dans un contexte de pénurie marquerait (sans que cela ne soit trop voyant puisque l'on garderait la structure pour un effet d'affichage) la présence totale du marché sur l'intérêt général. Par ailleurs, le démantèlement programmé de la DGCCRF ne peut s'inscrire dans un quelconque redéploiement des effectifs vers d'autres instances de contrôle dans le cadre d'une réforme de l'Etat.

Il n'existe pas en France d'autres services d'intervention possédant un corps d'enquêteurs aussi spécialisés, placés hors de la tutelle d'un ministère de production, répartis sur l'ensemble du territoire et dotés de pouvoirs d'investigation importants par les codes de commerce et de la consommation. Même si elles participent activement à la défense des consommateurs, ce ne sont pas les associations de consommateurs qui ont mission de faire respecter les lois et règlements.

Aujourd'hui, face à cette attaque sans précédent, il est de la responsabilité de chacun d'intervenir pour exiger le maintien d'un service de contrôle efficace assurant la protection des consommateurs et la loyauté des pratiques commerciales. L'Etat ne peut brader son pouvoir d'intervention dans les domaines de la production, de la distribution, de la consommation.

S'en remettre aux seuls marchés, abandonner le principe d'une répression pénale forte des délits économiques, condamner les consommateurs à l'auto-défense, tels sont les choix qui président actuellement à la tentative de démantèlement de la DGCCRF. Ils sont dangereux et porteurs de régression.

Ces choix ont une traduction budgétaire qui doit être combattue pour que vive une administration d'intervention publique aux services de tous, dotée de moyens conséquents.

Signataires : SNACCRF-CGT, IN-DECOSA, FO-CCRF, SNU-CCRF (groupe des 10), CNL, AFOC...

Nous publions ici l'Appel à soutenir René Riesel, condamné avec José Bové à 14 mois de prison ferme, pour les actions qu'ils ont menées ensemble contre les organismes génétiquement modifiés : d'abord à Nérac en janvier 1998, ensuite au CIRAD de Montpellier en juin 1999.

Il ne s'agit pour ACC d'entrer dans le débat entre José Bové et René Riesel; et surtout pas sur le mode de la polémique personnelle. Il ne s'agit pas non plus pour nous de jouer les Ponce Pilate de l'anarcho-syndicalisme en renvoyant dos à dos les protagonistes et faire mine de considérer comme équivalentes et/ou complémentaires leur position respective.

Nous avons, au cours de ces 3 dernières années soutenu fermement l'action syndicale et extra-syndicale de José Bové et dénoncé avec vigueur l'ignoble politique de répression dont il a été personnellement l'objet. D'abord de la part du gouvernement de la gauche plurielle (Hollande, un peu de décence !!!); ensuite de la part du gouvernement de la droite unitaire. (cf. ACC n°118 et 137).

Néanmoins, nous n'avons pas non plus manqué de faire écho des débats internes au mouvement anti-OGM et avons, à plusieurs reprises (ACC n°118 et 127), discuté les risques d'une médiatisation autour de la figure de Bové et surtout d'un affaiblissement de cette lutte noyée dans le "citoyennisme" et l'antitultranéolibéralisme".

Les questions en jeu dépassent le seul cas de José Bové et se posent à l'ensemble du mouvement social; celle, notamment, de l'utilisation possible des médias (du pouvoir médiatique) à des fins subversives par le mouvement social.

Ne doutons pas que nous serons amenés à revenir cette question et sommes intéressés par les analyses et réflexions dont, lecteurs, vous pourriez nous faire part.

L'Appel à soutenir René Riesel restera confidentiel; c'est pourquoi pour contribuer à le rendre public, nous avons estimé nécessaire de le diffuser dans la mesure de nos moyens militants.

Appel à soutenir René Riesel

Sous réserve qu'aboutisse le dernier recours juridique envisageable -non-révocation du sursis de Nérac -, l'arrêt rendu le 19 novembre 2002 par la Cour de cassation condamne définitivement, comme attendu, Joseph Bové et René Riesel à des peines de 4 mois de prison ferme, 7622 euros d'amende et 12 103 euros de dommages et intérêts et de frais au titre des articles 475-1 et 618-1 du Code de procédure pénale et de l'article 1018A du Code général des impôts, cela pour avoir organisé le 5 juin 1999 une destruction de riz transgéniques expérimentaux dans un établissement de recherche agronomique d'État, le CIRAD de Montpellier.

Comme il fallait également s'y attendre, la Confédération paysanne et ses alliés citoyennistes en sont finalement réduits, pour toute réaction, à en appeler à la grâce présidentielle, à la Cour européenne de justice, à la solidarité de la gauche moribonde et à la compassion de l'opinion publique. Maintenant on voit l'état réel des forces et ce qu'a rapporté la "stratégie" consistant à affadir la critique dans l'illusion qu'on la rendrait ainsi assimilable par

les progressistes. A l'arrivée, il ne reste rien du refus des nécrotechnologies et, toute honte bue, on peut calomnier les sabotages en les présentant comme relevant de l'exercice légitime des "libertés syndicales". Voilà qui illustre une nouvelle fois la loi selon laquelle les médias donnent tout spécialement la parole à ceux qui n'ont rien à dire (et maintenant que Bové a passé sa date de péremption, ce sont les journalistes eux-mêmes qui nous expliquent en quoi il est tombé dans le piège de la médiatisation).

On vient donc d'assister à la liquéfaction ignominieuse de la bruyante diversion organisée depuis août 1999 (à partir du démontage du McDonald's de Millau). La pantalon-

nade s'achève mais elle a rempli son office. En occultant le sens de la critique en actes qui avait commencé à se formuler à travers la destruction de chimères génétiques, le verbiage consumériste et les proclamations "anti-mondialistes" ont réussi à empêcher la remise en cause de l'artificialisation universelle de la vie, de sa mise en dépendance qui se veut irréversible par le despotisme industriel (c'est-à-dire par le capitalisme réel et non pas fantasmé sous la figure simplificatrice d'une globalisation financière prédatrice et apatride).

Comme René Riesel l'a fait savoir dans un rectificatif que *Le Monde* n'a reproduit que très partiellement dans son édition du 24 novembre, il interdit à quiconque de faire croire qu'il manquerait de fermeté au point de quémander une grâce quelconque ou de la laisser mendier pour lui par l'engeance citoyenniste ou les fossoyeurs moribonds de l'ancien mouvement social. C'est précisément parce qu'il ne s'est compromis dans aucune stratégie démagogique de rassemblement sans principe qu'il n'est pas seul. Il nous appartient maintenant de le prouver en organisant la solidarité avec le sens des actions qu'il a menées et défendues dans ses textes. Cette solidarité peut tout de suite s'exprimer en l'aidant à supporter les débours auxquels, quelle que soit l'issue du dernier recours concernant l'incarcération, il va être contraint (aux termes de la loi l'amende devrait toutefois être acquittée par le seul condamné).

Paris, le 26 novembre 2002

Association contre l'obscurantisme scientifique et le despotisme industriel Boîte 19 -52, rue Damrémont -75018 Paris. Chèques à l'ordre de l'association



PAS D'OGM DANS MON ASSIETTE

PAS D'OMC SUR MA PLANETE

Appel à un village alternatif et anticapitaliste

Le 1, 2 et 3 juin va se dérouler à Evian le sommet des huit puissances qui dirigent le monde (G8). Après l'assassinat de Carlo Giuliani à Gênes en juillet 2001, les huit plus grands prédateurs ont décidé d'organiser leurs festivités dans des coins reculés, retranchés, derrière des bataillons de flics et de militaires en tous genres.

Cette année, la France accueille le G8 dans la ville d'Evian, ville de Haute Savoie. Les classes dirigeantes au travers du G8 et des différentes institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale s'arrogent le droit de diriger le monde au nom du sacro saint Capital. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, le discours est le même extension de l'économie de marché à tous les domaines de nos vies. Les conséquences pour nous sont toujours les mêmes : la misère, la répression et la guerre.

Le Réseau No Pasaran à l'instar de l'ensemble des organisations luttant contre la mondialisation capitaliste participera aux mobilisations contre la tenue du G8 à Evian. Il nous semble important qu'au-delà de la contestation de rue, s'exerce dans le mouvement, un espace de rencontres, de réflexions et d'actions pour élaborer nos propres revendications alternatives. A cela s'ajoute un arsenal de plus en plus considérable de force de répression militaro-policière qui nous contraint à repenser nos modes d'action et d'apparition pendant les contre-sommets. C'est pourquoi nous voulons commencer à imaginer la construction d'une véritable force de proposition au système marchand.

Nous proposons de créer un village alternatif et anticapitaliste pendant le G8. Nous pensons qu'il serait intéressant d'imaginer un lieu, qui soit :

1) Un espace autonome de réflexion et d'actions qui permette l'expression politique et surtout l'affirmation de nos propositions d'alternatives. L'action étant le reflet de la mise en place d'alternatives concrètes, c'est-à-dire : la démocratie directe, auto-gestion, actes de désobéissance et/ou de résistance. Nous voulons que ce lieu, au-delà de la visibilité nécessaire, soit aussi un espace d'expérimentation sociale et politique en rupture avec le capitalisme.

2) Un lieu autonome qui puisse devenir un véritable espace de convergence des résistances à la mondialisation capitaliste où la possibilité est donnée à différents axes ou stratégies de luttes d'être représentés et de s'exprimer (occasion pour tisser des liens entre différents individus, groupes, réseaux et orgas). Nous voudrions développer nos réflexions lors de ce contre-sommet, sur deux axes :

> Les questions d'apartheid social (loi sécuritaire, insécurité social)

> Les questions de solidarité internationale (liberté de circulation et d'installation, rapport Nord Sud, impérialisme)

D'autres thèmes sur la question du productivisme et du développement, de la montée des populismes et des guerres peuvent être envisagés. Les discussions/échanges doivent être un moment de construction, de rencontre entre différents acteurs ; ils doivent aussi éviter le rapport "spécialiste auditoire" pour que la parole ne soit pas confisquée.

Nous appelons donc tous les individus, collectifs, organisations à se mobiliser et à constituer des collectifs (ou autre, en fonction des réalités locales) pour participer à la mobilisation contre le sommet du G8 et à la réalisation de cet espace d'expérimentation et d'expression alternatifs.

Nous proposons une rencontre : le 11 Janvier 2003 à Lyon qui aurait pour but de permettre une première convergence Européenne entre tous les réseaux, syndicats, collectifs, associations, organisations etc..

**Réseau No Pasaran 21er rue Votaire 75011 PARIS
tél: 06 11 29 02 15 Fax: 01 43 72 15 77**

renseignements : nopasaran@samizdat.net

HTTP://NOPASARAN.SAMIZDAT.NET

Sortir de l'impasse Dette et ajustement

Le livre d'Eric Toussaint, président du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) et d'Arnaud Zacharie, chercheur au même organisme, tous deux également membres du réseau scientifique d'ATTAC Belgique se fait remarquer par sa qualité pédagogique : structure en questions/réponses, lexique détaillé, clarté de l'exposition.

On sait déjà le poids que représente la dette dans les pays en voie de développement (PED), notamment par le frein qu'elle oppose à ce même développement. Mais on sait moins les mécanismes qui conduisent, sous l'égide des institutions financières internationales, à ce qu'il n'est pas exagéré de qualifier de désastre pour les populations des pays concernés. L'intérêt de l'ouvrage est de les mettre en évidence et réside aussi dans la démonstration du poids exercé sur ces institutions : FMI, Banque Mondiale, OMC..., par les Etats-Unis via le Trésor. Sans que ce soit explicité avec précision, l'analyse fait apparaître la volonté des Etats-Unis d'exercer leur hégémonie sur l'économie mondiale.

L'échec des mesures concoctées - le "Consensus de Washington" - pour réduire la pauvreté des PED et des PPT (Pays Pauvres Très Endettés) par le développement de leur économie est flagrant. "Le tiers-Monde est victime d'un marché mondial instable et contrôlé par les sociétés transnationales du Nord qui se livrent une course à la compétitivité et aux profits sans limite. Ainsi les remèdes de choc imposés par les créanciers aboutissent au surendettement, à des crises financières à répétition, à la "recolonisation" économique des pays pauvres et à l'enracinement d'une pauvreté massive". Si bien qu'à la question que pose A. Zacharie (titre du 1er texte du second chapitre) : "Pays moins avancés ou pays plus appauvris ?" on peut affirmer sans possibilité d'erreur que le second terme de l'alternative est le bon.

"Sortir de l'Impasse" propose une critique serrée du "Consensus de Washington" et avance diverses pistes alternatives au dogme du tout libéral : briser le cercle infernal de la dette, trouver des ressources supplémentaires pour financer le développement, ce qui est d'abord affaire de volonté, mettre en œuvre une logique autre de développement, imposer une nouvelle discipline financière, enfin garantir les droits fondamentaux.

En bref, "Sortir de l'Impasse" constitue un excellent outil qui s'intègre parfaitement dans la campagne internationale "Abolir la dette pour libérer le développement".

Aux Editions syllepse 69 rue des Rigoles 75020 PARIS, editions@syllepse.net ; www.syllepse.net Egalement au CADTM 29 rue Plantin 1070 Bruxelles cadtmcontact@skynet.be ; www.cadtm.org Prix : 8 euros.

Rencontres et lectures à contre courant

La fabrique de la haine

Le 20 septembre 2001, la cour d'Assises des Yvelines acquittait le policier Hiblot qui, en 1991, avait tué d'une balle dans la nuque le jeune Youssef Khaïf. Ce déni de justice a amené un certain nombre d'individus à se rassembler pour dénoncer les mécanismes de "la fabrique de la haine" : la précarisation et la dissolution des anciennes solidarités, l'impasse des logiques gestionnaires, l'imposture des experts autoproclamés. Dans un recueil intitulé justement "La fabrique de la haine", composé d'une vingtaine de textes courts, ils dressent le pitoyable résultat de vingt-cinq années de contre-révolution intellectuelle et suggèrent quelques pistes pour y résister. 4 Euros aux Editions L'Esprit frappeur.

Dictionnaire de la lepénisation des esprits

Ouvrage de Pierre Tévanian et Sylvie Tissot qui animent le collectif "les mots sont importants" <http://lmsi.net/>. Lors de sa première parution, en décembre 1996, ce livre annonçait ce que peu de gens voulaient entendre, et qui s'est pourtant confirmé le 21 avril 2002 : l'extrême droite n'a pas fini de percer, car tout le monde fait campagne pour elle. En effet, en accusant les immigrés ou leurs enfants de tous les maux, les plus hautes autorités politiques, médiatiques et intellectuelles, de droite mais aussi de gauche, apportent aux thèses lepénistes le semblant de légitimité qui leur manque pour s'imposer; de A comme Afrique à Z comme immigration Zéro, en passant par B comme Banlieue ou I comme Islam, ce dictionnaire révèle, citations à l'appui, l'existence d'un véritable consensus, qui se traduit au quotidien par des lois et des pratiques administratives discriminatoires. Mais il s'agit aussi et surtout d'un livre de combat, qui réfute point par point ce nouveau "racisme ordinaire". Nouvelle édition entièrement revue, corrigée et actualisée avec une préface de Maryse Souchard maître de conférences à l'Université de Nantes-IUT de la Roche sur Yon. Aux éditions Dagorno, collection l'esprit frappeur 5 euros.

Démocratie directe

Les habitants de Porto Alegre, au Brésil, développent depuis plus de dix ans leur expérience de la démocratie directe : ils se sont organisés pour gérer leur ville. Dans leurs assemblées de quartier, ils élisent leurs conseillers et délégués pour un mandat d'un an, révocable, non cumulable, non rémunéré, renouvelable une seule fois. Beaucoup de gens en ont parlé, ou ont essayé de les récupérer. Ils veulent donc présenter leur point de vue à eux. Ils préparent un livre. Us y montreront qui ils sont, comment ils vivent, d'où ils sont partis, ce que leur expérience a changé dans leur tête et dans leur vie. Leur livre collectif sortira début 2003; à ne pas manquer ! Pour les soutenir, ce livre est déjà vendu en souscription jusqu'au 31 décembre: 14 euros, port compris [au lieu de 21 euros en librairie à partir de janvier]. Vous pouvez envoyer un chèque ou un don de soutien à l'ordre des Editions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 PARIS. L'objectif de la souscription est de recueillir suffisamment d'argent pour permettre plus tard de diffuser largement leur livre à bas prix ou gratuitement, y compris dans un grand nombre de pays pauvres. Pour plus d'informations: contacter le réseau "Démocratiser radicalement la Démocratie" (DRD) - contact@budget-participatif.org - www.budget-participatif.org

Sortir du nucléaire

Tout en se félicitant du succès du rassemblement de Strasbourg le 20 octobre dernier qui a regroupé 10 000 personnes et a bénéficié, pour une fois, d'une bonne couverture de

presse, le **Réseau "Sortir du nucléaire"** rappelle dans un communiqué que l'Assemblée nationale va voter une loi d'orientation sur l'énergie courant 2003. On a tout lieu d'être inquiet quand on sait que Raffarin a déclaré qu'il faudra "une place reconnue pour l'énergie nucléaire"...

Le vrai débat devrait porter sur la sortie du nucléaire. C'est pourquoi une campagne nationale, prévue jusqu'à la fin mars 2003 (date probable du vote de la loi d'orientation par nos 577 élus) est organisée : c'est l'opération "Objectif BIT qui consiste à faire signer une pétition mais aussi à rencontrer son député.

Pour recevoir un dépliant explicatif ainsi que la pétition, écrivez à **Réseau "Sortir du nucléaire"** 9 rue Dumenge 69004 LYON - Tel. 04 78 28 29 22 - www.sortirdunuclaire.org

Profitez-en pour sauver le Réseau, au bord de la panne financière. Il a besoin de 20 000 euros. Il lance donc un appel urgent au-delà des 650 associations et 13000 individus qui le composent pour rassembler 1000 dons de 20 euros (déductibles pour moitié de vos impôts). Ce geste vous ouvrira un abonnement d'un an aux publications du Réseau.

OGM: Opinion Grossièrement Manipulée ?

Le 23 septembre 2002, en faisant publier dans *Libération* une tribune contenant de nombreuses contrevérités et intitulée "Oui aux OGM aux champs", l'INRA a tombé le masque: elle n'est plus un lieu d'expertise neutre, mais un acteur engagé. Le problème de l'existence d'une recherche au service du bien public est ainsi posé...

Plusieurs personnes ont réagi en envoyant des réponses à *Libé*. Fin octobre, aucune n'avait été publiée et l'idée est venue de synthétiser ces réponses dans une "lettre ouverte à la direction de l'INRA". Cette synthèse a pris la forme d'un fascicule de 32 pages A5 intitulé "OGM : **Opinion Grossièrement Manipulée ?**" éditée par Inf OGM (une association dont on vous a déjà parlé et qui suit de très près tout ce qui touche les OGM).

Pou se procurer ou, mieux encore, pour diffuser cette brochure, écrire à Inf OGM, 2b rue Jules Ferry 92100 MONTRÉUIL. 2 euros l'exemplaire, (courriel : eric@infogm.org Tél. : Eric Meunier au 01 48 51 65 40 Fax : 01 48 51 95 12; gratuité envisageable pour les associations sans le sous).

Ecologie sociale la revue

C'est le titre d'un nouveau bimestriel d'analyse, de débat et de propositions socio-écologistes dont le premier numéro vient de paraître (daté octobre-novembre). L'édito, intitulé "éco-citoyenneté et contre-pouvoir", reflète bien la démarche constante du groupe éditeur ("**Ecologie sociale**"), qui a toujours cherché à concilier la réflexion écologique et politique de fond et les propositions applicables "ici et maintenant". Un dossier de 11 pages est consacré à la question des déchets. Très documenté, il s'efforce de démontrer qu'à l'opposé de la logique des firmes qui font pression sur les pouvoirs publics pour promouvoir la filière coûteuse, polluante et non-réversible de l'incinération, il est possible de développer des alternatives préservant l'environnement, la santé des populations et un développement économique soutenable.

Au sommaire du n° 2 à paraître vers la mi-décembre : *vivre sans les firmes ? - les profits de l'environnement - service public de l'énergie et écologie*. Pour s'abonner à **Ecologie Sociale la revue** (un an, 6 numéros) : 20 euros; chèque à l'ordre d'*Arguments pour une Ecologie Sociale*, BP 642 85016 LA ROCHE-SUR-YON cedex ecologie.sociale@wanadoo.fr <http://perso.wanadoo.fr/ecologie.sociale> Tel: 02 51 05 41 15).

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de : "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-Dornach

A CONTRE COURANT

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

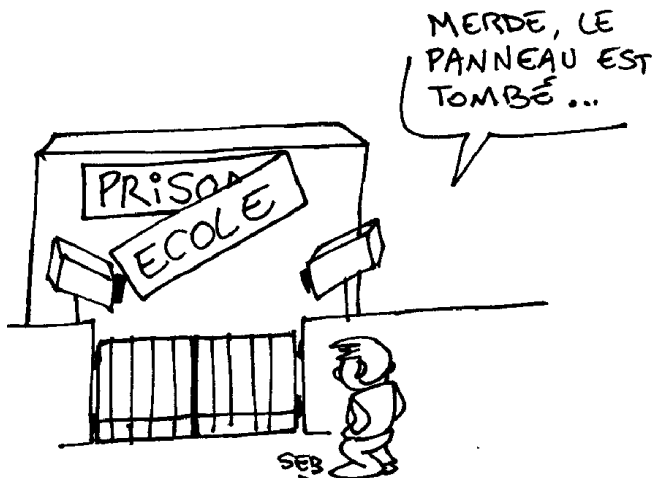
LA POSTE

Prime de Noël



SEB orrhée

Sécurisation des écoles



Sommaire

- Page 1 Edito
Page 2 à 4 Chroniques rebelles à l'Italie de Berlusconi
Page 5 à 8 Pavane pour une ÈE défunte
Page 8 Edito AL: Traités comme des chiens
Page 9 Les leçons de France Télécom
Page 10 Sécurité des consommateurs
Page 11 Appel à soutenir René Riesel
Page 12 ... Pour un village alternatif et anticapitaliste
Page 12 Sortir de l'impasse dette-ajustement
Page 13 Rencontres et Lectures
Page 14 Seborrhée

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
E-mail : courrier@contrecourant.org

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE
1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE